

N° 5660A³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE LOI

portant modification

- 1. de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:**
 - 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**
 - 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;**
- 2. de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes;**
- 3. de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(5.6.2007)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 25 mai 2007 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI
portant modification**

- 1. de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:**
 - 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**
 - 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;**
- 2. de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes;**
- 3. de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 22 mai 2007 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 24 avril 2007;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 5 juin 2007.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES